

Écrit par Sidwaya

Mardi, 27 Mars 2018 22:35 - Mis à jour Mardi, 27 Mars 2018 22:45

---



Le ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) a animé, le mardi 27 mars 2018 à Ouagadougou, un point de presse sur ses réalisations de 2016 à 2018 et les perspectives. Au cours des échanges avec les hommes de médias, l'épineuse question du «Fonds commun» et de la grève en vue des syndicats du ministère ont été abordées.

Par «devoir de redevabilité», le ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) a rendu compte, le mardi 27 mars 2018, de ses réalisations depuis 2016, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Pour cet exercice, c'est le Secrétaire général (SG) du ministère, le Dr Séglaro Abel Somé, qui a entretenu les hommes de médias. Dans ses attributions d'élaboration, de suivi et d'évaluation de la politique gouvernementale en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du développement et d'aménagement du territoire, le MINEFID, selon son SG, a élaboré des Plans de travail annuels (PTA). Au titre des ressources budgétaires (internes), a expliqué le Dr Somé, 2 629,6 milliards de F CFA ont été mobilisés pour le financement du PNDES en 2016 et 2017 pour un taux de mobilisation de 86% par rapport aux prévisions. Pour le confrencier du jour, ces performances sont imputables à la mise en service le 16 février 2016 du Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importation et d'exportation (SYLVIE), au renforcement de la lutte contre la fraude et le faux, à l'opérationnalisation de la facture normalisée au niveau des contribuables, du réel normal d'imposition à partir du 21 février 2017 et à la mise en œuvre des télé-procédures, entre autres. En 2016 et 2017, a précisé le SG du MINEFID, un cumul de 5 053,73 milliards de F CFA a été mobilisé en termes de ressources extérieures, soit un taux de 90,7% par rapport au besoin de financement du PNDES. Quant à la gestion budgétaire, la tenue des comptes publics et l'exercice de la tutelle, le secrétaire général du ministère a cité comme performances, l'implantation du budget-programme, la réduction des délais de paiement de la dépense, la rationalisation des charges de fonctionnement, l'optimisation du dispositif de gestion des marchés publics, la création de la Banque pour le financement de l'agriculture (un capital de 15 milliards de F CFA) et le financement de 12 startups.

Pour les deux dernières années, Dr Séglaro Abel Somé a également mis à l'actif de son département, des actions de renforcement de la transparence dans la gestion des finances publiques et de lutte contre le faux et la corruption. Il s'agit notamment, des audits de 367 marchés publics, de 46 Etablissements publics de l'Etat (EPE) et projets et programmes et de 11 communes. A cela, il a ajouté la mise en œuvre du système de suivi satellitaire des véhicules en transit dans 5 nouveaux bureaux et l'adoption d'une loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les perspectives 2018 du ministère font état de la mise en place d'une plateforme pour la finance digitale au profit des systèmes financiers décentralisés, le financement de 100 nouvelles startups, la réalisation du Recensement général de la population, le développement des pôles de croissance, l'audit et la réforme du fichier de l'Identifiant financier unique (IFU), la création de la banque pour le financement des PME/PMI, etc.

### **L'épineux « Fonds commun »**

Evoquant la situation du dialogue social au MINEFID, le SG a rappelé qu'en fin 2016, le ministère comptait six (6) syndicats constitués en coordination avant d'enregistrer trois nouveaux autres en 2017. En dépit d'une approche de promotion du dialogue social, a-t-il soutenu, le MINEFID a vécu 1 800 heures équivalant à 75 jours d'arrêt de travail (sit-in et grèves) entre 2016 et 2017. En 2018, deux rencontres ont été tenues avec la coordination syndicale sur les retenues à la source des cotisations syndicales, le nouvel arrêté portant dotation du carburant, l'affectation d'un bâtiment R+4 et les réformes envisagées au sein du ministère. Malgré tout, a déploré le SG, un préavis de 48 heures de grève à compter du 4 avril 2018 a été déposé pour « exiger » la satisfaction de ces points auxquels s'ajoutent la résiliation des contrats de vérification des importations avec les sociétés privées et l'adoption de statuts sécurisant pour tout le personnel du MINEFID.

A la suite du SG du MINEFID, les questions des journalistes ont porté sur la dernière sortie de Mme la ministre en charge des finances sur le «Fonds commun», les restes à recouvrer, l'enquête parlementaire sur le foncier urbain, la réforme de l'IFU, les retenus pour faits de grève, la cartographie des réalisations du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso

Écrit par Sidwaya

Mardi, 27 Mars 2018 22:35 - Mis à jour Mardi, 27 Mars 2018 22:45

---

(PUS-BF) et le préavis de grève déposé par les syndicats du ministère. Pour la directrice de cabinet du ministère, Clarisse Merindol, la dernière sortie de Mme la ministre répond à une exigence démocratique parce qu'elle l'a faite sur demande de l'Assemblée nationale. «Le dialogue social n'a jamais été rompu et ne le sera pas parce que les partenaires sociaux sont des maillons essentiels de l'atteinte des objectifs du ministère», a-t-elle précisé. Et au SG d'ajouter que son département espère que le dialogue en cours avec les syndicats puissent aboutir à une levée du mot d'ordre de grève des 4 et 5 avril 2018.

Jean-Marie TOE

Sidwaya